



L'agriculture en 2016

En 2016, la valeur de la production agricole se réduit nettement : la chute des volumes s'accompagne d'une baisse des prix. La valeur de la production végétale fléchit fortement (– 8,7 %), dominée par le repli des volumes (– 8,9 %). En revanche, le recul de la production animale (– 4,3 % en valeur) est principalement dû à celui des prix (– 3,4 %). Dans le même temps, les charges des agriculteurs diminuent, et ce pour tous les principaux postes. Leur baisse ne suffit toutefois pas à compenser celle de la production. Par conséquent, la valeur ajoutée de la branche agricole recule nettement. L'emploi agricole continue par ailleurs à décroître. Au total, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif se replie de 8,4 % en termes réels.

Guillaume Lubatti, Hélène Casset-Hervio et Didier Reynaud, division Industrie et agriculture, Insee

Avertissement

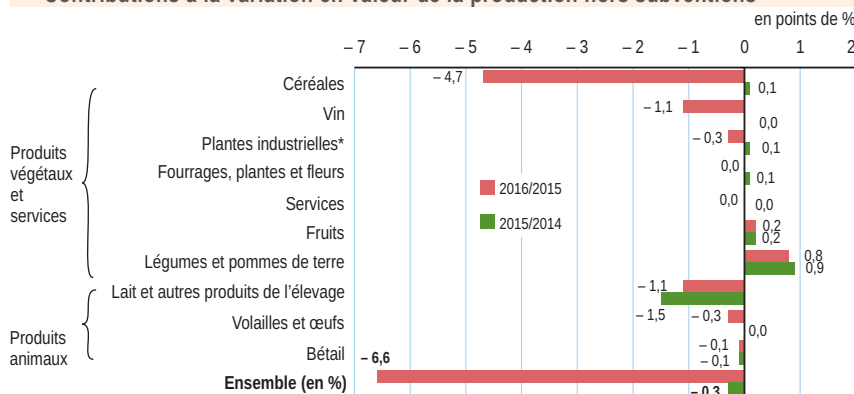
Le compte de l'agriculture présenté ici décrit les performances de l'agriculture en tant qu'**activité économique**. Est estimée notamment la richesse créée par cette activité, augmentée des subventions et nette des impôts au titre de son exercice. Ce résultat est qualifié de **valeur ajoutée brute au coût des facteurs**. Il peut aussi être exprimé net de la dépréciation du capital. Il est alors appelé **revenu des facteurs** de la branche agricole, au sens où il vient rémunérer le travail et le capital mobilisés par cette activité économique. Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est un agriculteur.

En 2016, la valeur de la production de la branche agricole hors subventions sur les produits (*définitions*) décroît fortement (– 6,6 % ; *figures 1 et 2*). Celle de la production végétale diminue cette année et

celle de la production animale continue à se replier. La valeur de la production végétale chute (– 8,7 %) en raison principalement des très mauvaises récoltes en grandes cultures et en vins ; les évolutions

des prix sont contrastées : les prix des céréales fléchissent alors que ceux des fruits et légumes augmentent. Pour la production animale, le recul en valeur s'explique avant tout par celui des prix de la plupart des productions. En particulier, le prix du lait continue à se replier en moyenne annuelle, malgré une amorce de reprise en cours d'année. En revanche, le prix des porcins se redresse, grâce également à un rebond en milieu d'année.

1 Contributions à la variation en valeur de la production hors subventions



* Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, autres plantes industrielles.

Lecture : la valeur de la production agricole totale hors subventions chute de 6,6 % en 2016. La production de céréales contribue négativement à cette variation à hauteur de 4,7 points. La production de légumes et pommes de terre contribue positivement pour 0,8 point.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

Production végétale : la récolte baisse fortement, les prix fléchissent

En volume, la **production végétale** recule à nouveau en 2016 (– 8,9 % après – 3,5 % en 2015 ; *figures 2 et 3*). La récolte de céréales chute de 25,2 % sous l'effet de conditions météorologiques très défavorables ; les rendements sont ainsi les plus faibles depuis trente ans. La récolte de blé tendre chute le plus fortement (– 32,0 %) ; celles de maïs et d'orge diminuent

respectivement de 15,0 % et 20,2 %. La récolte d'oléagineux reflue du fait de la baisse des rendements en colza. La production de vin pâtit également d'un mauvais contexte météorologique (– 5,6 %) : gel tardif de printemps dans certaines régions, grêle dans d'autres et sécheresse en Méditerranée. Les récoltes de fruits se contractent, particulièrement celles d'abricots et de cerises.

Le prix de la production végétale (hors subventions sur les produits) évolue peu (+ 0,2 %), masquant cependant des situations diverses selon les produits (figures 2 et 4). Le prix des céréales recule nettement (– 8,1 %) dans un contexte de récolte mondiale abondante. Seul le maïs bénéficie d'une bonne tenue des cours, en raison d'une demande internationale soutenue. À l'exception du champagne et du cognac, les prix des vins diminuent, et plus particulièrement celui des vins de table. La hausse du cours mondial du sucre a un effet positif sur le prix de la betterave, orienté favorablement pour la première fois depuis trois ans. Le prix des pommes de terre augmente fortement, poursuivant son retour à la normale après sa chute en 2014 liée à une récolte pléthorique. Grâce à une offre en recul et une demande dynamique, les fruits et légumes se renchérissent également.

Production animale : les volumes se replient, les prix baissent à nouveau

La **production animale** décroît en volume (– 0,9 %) après deux ans de hausse. La collecte laitière se réduit dans un contexte de prix bas. Les volumes de volailles et d'œufs se contractent eux aussi. À l'inverse, la production de bétail est en hausse : elle continue d'augmenter, à un rythme toutefois ralenti, pour les gros bovins, les veaux et les porcs, et se redresse pour les ovins et caprins.

Le prix de la production animale (hors subventions) poursuit son repli (– 3,4 %). Celui du lait recule à nouveau, affecté par la persistance d'une conjoncture défavorable au premier semestre en lien avec la levée des quotas ; toutefois, la modération de l'offre européenne et le retour des demandes chinoise et américaine permettent aux cours de se redresser au deuxième semestre. Le prix des gros bovins baisse pour la troisième année consécutive en raison de l'afflux de vaches de réforme entraîné par la crise laitière. L'offre européenne importante pèse sur les prix des volailles et des œufs. En revanche, le prix des porcs se redresse quelque peu, à la faveur d'une demande chinoise dynamique.

La baisse des dépenses en intrants s'accroît

En 2016, la valeur des **consommations intermédiaires** (définitions) diminue de 3,6 % par rapport à 2015. Le recul est moins marqué au niveau des volumes (– 1,5 %) que des prix

(– 2,2 %). Il s'agit de la troisième année consécutive de baisse, en rupture après les hausses de 2010 à 2013. L'allègement de la facture concerne tous les principaux postes de dépense.

2 De la production à la valeur ajoutée¹

	Valeur 2016 (en milliards d'euros)	Évolution 2016/2015 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Production hors subventions (a)	69,5	– 5,6	– 1,1	– 6,6
Produits végétaux	40,2	– 8,9	+ 0,2	– 8,7
Céréales	7,7	– 25,2	– 8,1	– 31,3
Oléagineux, protéagineux	2,4	– 10,1	– 1,0	– 10,9
Betteraves industrielles	0,8	+ 0,0	+ 5,7	+ 5,7
Autres plantes industrielles ²	0,6	+ 5,6	– 0,1	+ 5,5
Fruits, légumes, pommes de terre	8,6	– 1,6	+ 11,1	+ 9,3
Vins	11,5	– 5,6	– 1,3	– 6,8
Fourrages, plantes, fleurs	8,5	– 0,2	+ 0,3	+ 0,1
Produits animaux	24,7	– 0,9	– 3,4	– 4,3
Bétail (bovins, porcins, ovins, caprins, équidés)	11,1	+ 1,8	– 2,3	– 0,5
Volailles, œufs	4,6	– 4,4	– 0,9	– 5,3
Lait et autres produits de l'élevage	9,0	– 2,3	– 6,0	– 8,1
Services³	4,6	+ 0,0	+ 0,8	+ 0,8
Subventions sur les produits (b)	1,2	– 1,4	+ 1,6	+ 0,1
Production au prix de base (c) = (a) + (b)	70,7	– 5,5	– 1,0	– 6,5
Consommations intermédiaires, dont :	(d)	– 1,5	– 2,2	– 3,6
achats	37,1	– 1,2	– 2,6	– 3,8
Valeur ajoutée brute (e) = (c) – (d)	26,8	– 11,6	+ 0,9	– 10,8
Consommation de capital fixe (f)	10,5	– 0,5	+ 0,5	– 0,1
Valeur ajoutée nette (g) = (e) – (f)	16,3	– 17,6	+ 1,2	– 16,6

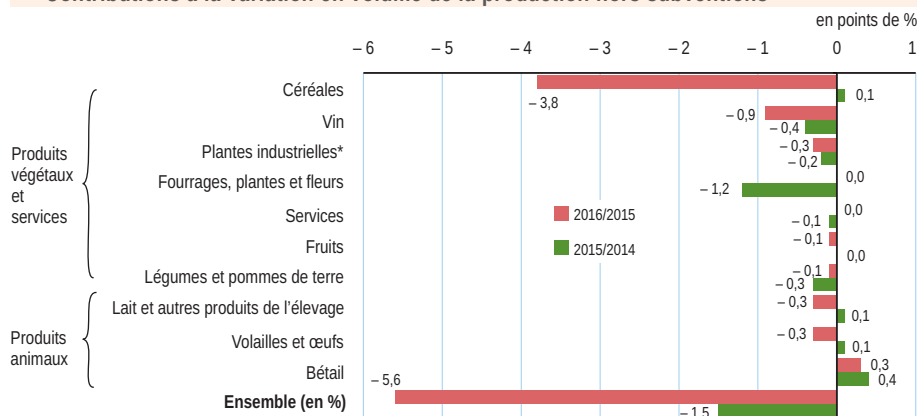
1. Voir définitions.

2. Autres plantes industrielles : tabac, lin textile, houblon, canne à sucre, etc.

3. Services : production des entreprises de travaux agricoles, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, services entre agriculteurs, agrotourisme...

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

3 Contributions à la variation en volume de la production hors subventions

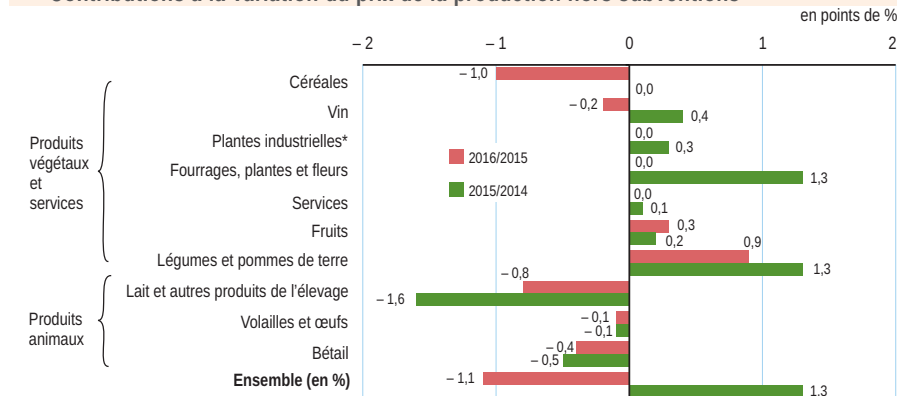


* Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, autres plantes industrielles.

Note : l'ordre des produits est identique à celui de la figure 1.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

4 Contributions à la variation du prix de la production hors subventions



* Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, betteraves industrielles, autres plantes industrielles.

Note : l'ordre des produits est identique à celui de la figure 1.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

baisse des volumes (-4,3 %) et des prix (-4,0 %). Seuls les volumes d'aliments composés destinés à l'allaitement ainsi qu'aux ovins et caprins augmentent. La facture en tourteaux de soja et colza décroît de 12,0 %. Celle des aliments pour animaux provenant de la branche agricole baisse plus modérément, de 2,4 %.

La facture énergétique décroît de 7,5 % en 2016, après une baisse de 12,2 % en 2015. Les prix des produits pétroliers ont en effet continué de se replier, particulièrement en début d'année ; la plus forte baisse de prix concerne le gazole non routier (-14,1 %). Les dépenses en engrais et amendements destinés à la récolte 2016 fléchissent également nettement, de 4,8 % ; en effet, les prix des engrais simples azotés reculent fortement (-8,1 %). La charge en pesticides et produits de protection des cultures, utilisés pour la récolte 2016, diminue de 2,7 %, en raison d'une baisse des volumes de 2,3 %. Seules les ventes d'insecticides progressent.

La valeur ajoutée brute au coût des facteurs est en net repli

Dans ce compte provisoire de l'agriculture, la **valeur ajoutée brute (définitions) de la branche agricole** diminue en 2016 (-10,8 %), sous l'effet de la baisse sensible de la production au prix de base (définitions ; -6,5 %) et d'une décroissance moindre (-3,6 %) des consommations intermédiaires (figures 2 et 5). Le montant total des **subventions à la branche agriculture (définitions)** se réduit de 2,9 % et s'établit à 9,4 milliards d'euros. Les subventions d'exploitation (8,2 milliards d'euros) constituent depuis 2006 les principales aides directes à l'agriculture. En 2016, elles fléchissent de 3,3 % ; cette baisse résulte principalement d'un effet comptable lié aux bonifications d'intérêt : le faible montant de 2016 (moins de 2 millions d'euros) fait suite aux 263 millions payés en 2015 pour solder les prêts antérieurs à 2012 et payer par anticipation les bonifications de 2014 et 2015 de la précédente programmation. Les indemnités pour calamités agricoles reviennent à un niveau moyen après la forte hausse de 2015 liée à la sécheresse exceptionnelle. Les aides aux éleveurs se maintiennent à un niveau élevé et l'indemnité compensatrice de handicap naturel augmente de 97 millions. Par ailleurs, le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) se stabilise.

La **valeur ajoutée brute au coût des facteurs (définitions)** baisse de 9,1 %. Comme l'emploi agricole total diminue de 1,1 %, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif** se replie moins : -8,1 % (figure 6). En **termes réels (définitions)**, elle décroît de 8,4 % en 2016. Cet indicateur connaît de fortes

5 De la valeur ajoutée à la valeur ajoutée au coût des facteurs¹

		Valeur 2016 (en milliards d'euros)	Évolution 2016/2015 (en %)
Valeur ajoutée brute	(a)	26,8	-10,8
Subventions d'exploitation	(b)	8,2	-3,3
Autres impôts sur la production	(c)	1,5	-11,0
Impôts fonciers		0,9	-14,2
Autres		0,6	-6,0
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	(d) = (a) + (b) - (c)	33,5	-9,1

1. Voir **définitions**.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

6 Valeur ajoutée au coût des facteurs – évolution entre 2015 et 2016

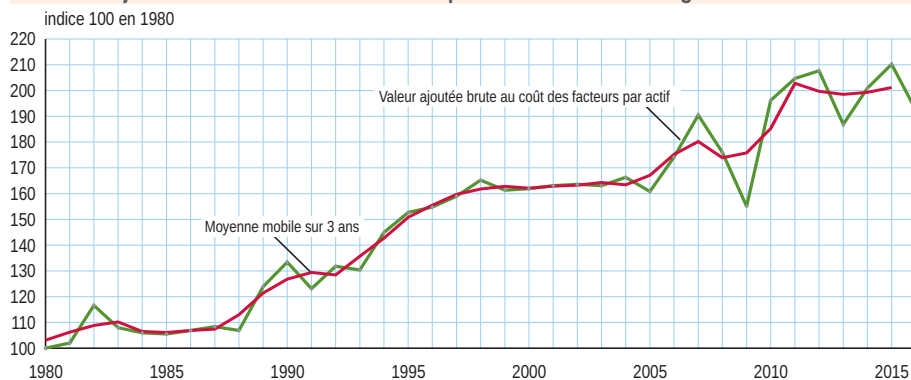
	Brut*	Net*
Valeur ajoutée au coût des facteurs	-9,1	-12,7
Valeur ajoutée au coût des facteurs par actif	-8,1	-11,7
Valeur ajoutée au coût des facteurs par actif en termes réels	-8,4	-12,0
Prix du produit intérieur brut	+0,4	
Emploi agricole**	-1,1	

* « Brut » : sans déduction de la consommation de capital fixe (CCF) ; « Net » : avec déduction de la CCF.

** Mesuré en unités de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

7 Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif de la branche agricole en termes réels*



* Voir **définitions**.

Source : Insee, compte provisoire de l'agriculture arrêté en mai 2017.

variations, liées principalement à la volatilité des prix agricoles et des intrants. En moyenne mobile, il est stable depuis 2010 (figure 7). Les agrégats ci-dessus peuvent aussi être exprimés en net, après déduction de la consommation de capital fixe (définitions). Celle-ci évolue peu (-0,1 % en 2016), mais a un poids important. De ce fait, les variations de la valeur ajoutée sont amplifiées si l'on en tient compte : la valeur ajoutée nette au coût des facteurs (définitions) diminue de 12,7 % ; rapportée au nombre d'actifs, le repli est de 11,7 % (12,0 % en termes réels). ■

Sources

Le **compte français de l'agriculture** est établi selon la méthode et les concepts du Système européen des comptes (SEC). Le compte provisoire 2016 repose sur des informations disponibles en mai 2017.

Définitions

La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes :

culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

La production au **prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Les **subventions à l'agriculture** comprennent les **subventions sur les produits** (aides associées à certains types de production), qui ont pour la plupart disparu en 2010, et les **subventions d'exploitation**, entièrement restructurées dans le cadre de la PAC 2015, telles que le paiement de base (DPB), le paiement vert (aide agro-environnementale), les aides pour calamités agricoles... Les subventions d'exploitation comprennent aussi les

bonifications d'intérêt ; elles sont retracées suivant les décaissements effectués, or la logique de droits constatés en comptabilité nationale supposerait d'associer ces décaissements à l'année d'octroi des prêts, ce que les données disponibles ne permettent pas.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim). Les Sifim représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une

marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

La **valeur ajoutée brute** est égale à la production valorisée au prix de base dont on retranche les consommations intermédiaires.

La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement. Elle est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux. L'estimation de ce poste est délicate, elle résulte d'une modélisation et se trouve de

ce fait moins robuste que les données observées.

Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

– la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs** est obtenue par ajout des subventions d'exploitation et déduction des impôts sur la production. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif ;

– la **valeur ajoutée nette au coût des facteurs**, aussi appelée **revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA)**, est obtenue par déduction de la consommation de capital fixe.

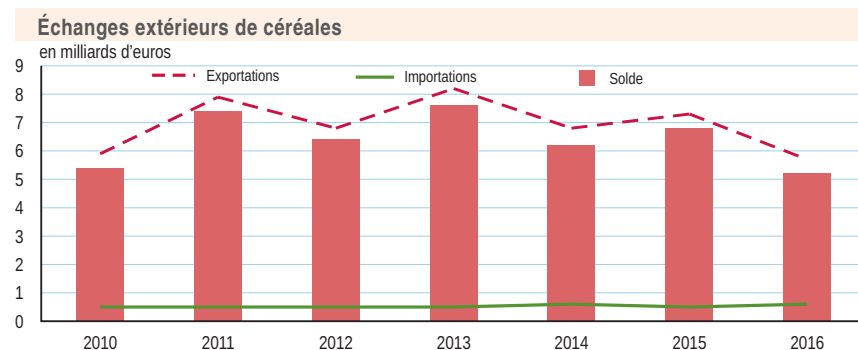
Les indicateurs de résultats (de la production à la valeur ajoutée) sont présentés en **termes réels** : les évolutions à prix courants sont déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, si l'évolution d'un résultat en prix courants est supérieure (resp. inférieure) à l'évolution générale des prix, l'évolution de ce résultat en termes réels sera positive (resp. négative). Il s'agit d'une moyenne qui résulte d'une grande diversité de situations individuelles.

Encadré 1

Repli de l'excédent agricole du fait d'un fort recul des exportations de céréales

En 2016, le solde des échanges extérieurs de produits agricoles s'élève à 1,2 milliard d'euros, en recul de 2,1 milliards par rapport à 2015. Les exportations diminuent de 9,7 % (soit - 1,4 milliard) et les importations s'accroissent de 6,0 % (soit + 0,6 milliard). La contre-performance à l'exportation s'explique essentiellement par la chute des

ventes de céréales (- 1,6 milliard, soit - 22,1 % ; *figure*), en lien avec la mauvaise récolte 2016 ; l'augmentation des exportations de légumes (+ 200 millions) atténue très peu cette chute. La hausse des importations est principalement due à celles de fruits (+ 0,3 milliard), de protéagineux (+ 0,2 milliard) et de légumes (+ 0,2 milliard).



Encadré 2

Rappel sur le compte 2016

Les données présentées ici concernent le compte 2016 *provisoire* de l'agriculture.

Par rapport au compte *prévisionnel* publié en décembre 2016, l'évolution de la

valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif en termes réels a été révisée de + 3,2 points (baisse de 8,4 % au lieu de 11,6 %).

Évolution de la valeur ajoutée au coût des facteurs par actif en termes réels en 2016

	en %	
	Brut	Net
Compte prévisionnel (estimation publiée en décembre 2016)	- 11,6	- 15,9
Compte provisoire (estimation publiée en juillet 2017)	- 8,4	- 12,0

Bibliographie

- Les comptes nationaux provisoires de l'agriculture en 2016 seront disponibles sur www.insee.fr en juillet 2017, en plus des précédents rapports de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation.
- Lubatti G., Casset-Hervio H. et Reynaud D., « Les comptes prévisionnels de l'agriculture pour 2016 – Chute de la production », *Insee Première* n° 1625, décembre 2016.
- Debauche É., Arnaud F. et Gallot P., « Les comptes de la Nation en 2016 – Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin, C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu, H. Valdelièvre
Maquette : P. Nguyen
Impression : Jouve
Code Sage IP171656
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2017

- *Insee Première* figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>
- Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à *Insee Première* et le recevoir par courrier :
<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>



Insee
Mesurer pour comprendre